

**Nations unies - Protection des civils**  
**- Intervention du représentant**  
**permanent de la France auprès des**  
**Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 22 mai 2018)

Madame la Présidente,

Je voudrais commencer par remercier la présidence polonaise du Conseil de sécurité d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat public particulièrement important sur la protection de civils, sous la présidence du ministre polonais des affaires étrangères. Je remercie également le directeur général du CICR, M. Yves Daccord, et Mme Hanaa Edwar pour leurs interventions particulièrement inspirantes. Je voudrais remercier enfin le Secrétaire général des Nations unies pour son exposé sans concession.

De l'Afghanistan au Yémen, à l'Irak, en Somalie, en RCA et en RDC, le Secrétaire général dresse un tableau accablant des atteintes à la protection des civils. Le droit international humanitaire, qui vise à épargner les civils de l'impact des hostilités, est ouvertement bafoué. Il revient à chacun des Etats de respecter et faire respecter ce droit.

J'insisterai sur les réalisations du Conseil avant d'examiner les progrès qui nous restent collectivement à accomplir pour répondre aux recommandations du Secrétaire général.

Madame la Présidente,

I - Je souhaite d'abord mettre en relief l'engagement et les réalisations du Conseil de sécurité sur la protection des civils. Nous ne partons pas d'une page blanche.

1) Ce Conseil a renforcé la protection des civils dans les mandats des OMP. Ainsi en RDC, l'analyse des menaces associe les composantes civiles et militaires de la MONUSCO pour déterminer la réponse intégrée à apporter, y compris par le déploiement de personnel en uniforme si nécessaire. C'est essentiel dans le contexte électoral et des manifestations qui l'accompagnent. En RCA, nous avons décidé du renforcement de la MINUSCA. Les efforts sont en cours pour apporter plus de moyens et de flexibilité au service de la protection des civils, comme le demande le rapport Amoussou.

2) Les attentes vis-à-vis des OMP en matière de protection sont fortes. Les moyens doivent être à la hauteur des objectifs, qu'il s'agisse des composantes militaires ou civiles, et je pense notamment aux composantes droits de l'Homme des OMP, dont le rôle d'alerte est indispensable à la protection des civils. Mais la performance opérationnelle des OMP est aussi

indispensable. Pour bien protéger les civils, il faut savoir se protéger soi-même en étant bien formé, préparé et doté d'équipements adaptés. Les deux, comme l'a dit le Secrétaire général tout à l'heure, sont indissociables.

3) Nous avons également poursuivi et intensifié nos efforts en matière de protection des femmes et des enfants. Grâce au travail des représentantes spéciales, des commandants des forces mais aussi des conseillers dédiés dans les missions, de réelles avancées ont été obtenues. Les conseillers pour la protection des enfants jouent un rôle décisif et quotidien dans la libération d'enfants, comme c'est le cas en RDC avec la MONUSCO. Leur fonction doit donc être absolument préservée.

4) Le Conseil de sécurité a innové avec le cadre de conformité aux droits de l'Homme, de la force G5 Sahel, établi en application de la résolution 2391 de ce Conseil. Sa mise en oeuvre est l'une des conditions du succès de la Force conjointe. Nous saluons à cet égard l'engagement des pays du G5, du Haut-commissaire aux droits de l'Homme et des acteurs de la société civile concernés. De tels dispositifs, qui visent à prévenir les victimes civiles et à identifier les dommages qui leur sont causés, pourraient servir d'exemple et être étendus à d'autres situations.

II- A partir de là, Madame la Présidente, quels sont les progrès à accomplir pour une meilleure protection des civils ?

Tout d'abord, le Conseil doit rester mobilisé pour que l'ensemble des parties, dans toutes les zones de conflit armé, respectent leurs obligations au titre du droit international humanitaire. C'est un point fondamental.

Ce Conseil pourrait également renforcer son action pour la protection des civils dans trois domaines :

1) Premier domaine : la protection de la mission médicale et des personnels humanitaires. Face à la persistance des attaques contre les personnels médicaux, la France a proposé une déclaration politique, le 31 octobre 2017, qui engage les signataires sur des mesures concrètes pour mettre en oeuvre la résolution 2286. Nous saluons l'Allemagne qui vient d'endosser cette déclaration et appelons tous les Etats à rejoindre cette initiative. Nous devons renforcer notre action pour la protection de tous les acteurs humanitaires, et particulièrement des acteurs locaux souvent en première ligne face aux violences.

2) Deuxième domaine : la protection des journalistes. Les attaques contre les personnels des médias persistent et sont intolérables. Leur protection est une priorité de la France, profondément ancrée dans notre ADN. Nous nous félicitons de la désignation d'un réseau de points focaux dans les agences des Nations unies qui doit permettre de rendre effective la protection des journalistes dans les situations de conflits armés conformément aux résolutions 1786 et 2222 du Conseil. Le Conseil de sécurité doit continuer de suivre la question avec une vigilance particulière. La France, dans la continuité de la déclaration du Président Macron à l'Assemblée générale des Nations unies, appelle à la mise en place d'un mandat dédié auprès du Secrétaire général.

3) Troisième domaine : le Conseil de sécurité doit prendre en compte la situation des détenus et des disparus. Le CICR doit pouvoir exercer sa mission de protection à l'égard de ces personnes vulnérables. La France rappelle son engagement concernant les disparitions forcées et appelle les Etats membres à ratifier la Convention internationale pour leur élimination.

III- Enfin, l'efficacité de la protection des civils repose sur l'exemplarité des acteurs de la protection, et sur un appui effectif à la lutte contre l'impunité.

L'exemplarité de ceux qui mettent en oeuvre la protection est essentielle. Les violences sexuelles, comme les violations des droits de l'Homme ne peuvent être tolérées. Il en va de la crédibilité des personnels militaires comme civils, des acteurs humanitaires comme du personnel des Nations unies. Nous devons assurer aussi la protection à ces personnels. Le Conseil de sécurité doit veiller à ce que les attaques commises contre eux fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites

La contribution du Conseil à la lutte contre l'impunité doit être effective. Nous avons une responsabilité pour soutenir les efforts nationaux et internationaux en ce sens. Le Conseil doit appeler à la coopération avec les missions d'établissements des faits, les commissions d'enquête et les instruments de la justice pénale internationale, au premier rang desquels la Cour pénale internationale dans le cas des crimes les plus graves.

Enfin, Madame la Présidente, le Conseil de sécurité se doit de tout mettre en oeuvre pour faire cesser les violations, sans hésiter à recourir aux sanctions. C'est dans cet esprit que nous avons proposé avec nos partenaires des sanctions contre les responsables de trafic d'êtres humains, dans le cadre du régime de sanctions en Libye. Nous espérons pouvoir trouver rapidement un consensus pour faire face à des actes qui sont révoltants autant que destabilisateurs.

Madame la Présidente,

La protection des civils incombe premièrement aux Etats. Mais il est de la responsabilité du Conseil, du fait des défaillances des Etats, d'y oeuvrer sans relâche. Ce n'est pas seulement un impératif moral. Il s'agit bien aussi de permettre la survie des peuples, de prévenir l'escalade des violences, d'ouvrir l'espace du dialogue politique et de recréer les conditions d'une paix durable.

J'appelle ce Conseil à se rassembler autour de cet objectif, que nous partageons, pour le traduire en actions.

Je vous remercie./.